

LE FOND DE L'AIR EST ROUGE

CRISES SOCIOPOLITIQUES ET RENOUVEAU DU MAOÏSME REVOLUTIONNAIRE DANS LE SOUS-CONTINENT INDIEN

PAR

LAURENT GAYER¹

*Acceptez, mes frères,
Le salut rouge de chaque village
Le salut rouge du peuple insurgé
Le salut rouge de Naxalbari,
De Srikakulam et du Telangana.
CHERABANDARAJU, «Laal Salam» [«Le salut rouge»]².*

La diffusion du maoïsme révolutionnaire en Asie du Sud remonte aux années 1960 et aux scissions qui se sont alors opérées au sein du mouvement communiste indien. En 1964, le Parti communiste indien (PCI) implose et ses dissidents fondent le Parti communiste indien – marxiste –, le PCI-M, qui s'autonomise de Moscou – en grande partie à son corps défendant³. Trois ans plus tard, les tenants de la ligne chinoise font à leur tour scission du PCI-M pour former le Comité de coordination de toute l'Inde – All India Coordination Committee –, qui donnera naissance au Parti communiste indien – marxiste-léniniste – ou PCI-ML en 1969.

A la différence de leurs camarades du PCI et du PCI-M, les militants maoïstes refusent d'entrer dans le jeu parlementaire, auquel les communistes indiens se sont ralliés à partir de 1951, et prônent le recours à la lutte armée pour parvenir à leurs fins. Leurs cadres entendent fonder une guérilla fusionnant le politique et le militaire. Le 3 mars 1967, ils passent pour la première fois à l'action dans un village du Bengale occidental, Naxalbari. La révolte, qui dure 52 jours, est aisément maîtrisée et sa portée est plus symbolique que stratégique. Elle constitue l'acte de naissance du mouvement «naxalite» qui, dans les années suivantes, s'étend aux provinces voisines d'Andhra Pradesh et du Bihar. Dans les zones les plus défavorisées de ces provinces, les naxalites reçoivent le soutien des Dalits – littéralement «les hommes brisés», plus connus sous l'appellation d'«intouchables») et des Adivasis – littéralement «les aborigènes», généralement désignés comme populations tribales. Ils s'en prennent aux propriétaires terriens, redistribuent les terres et attisent la «haine de classe» de leur base sociale.

Le mouvement va pourtant être rapidement confronté à une double crise, qui va le stopper net dans son élan : Alors que la répression s'intensifie dans les campagnes, où la guérilla compte ses principaux appuis, Pékin prend ses distances avec les maoïstes indiens, en leur refusant une aide militaire directe, puis en soutenant l'offensive de l'armée pakistanaise contre les nationalistes bengalis du Pakistan oriental, rejoints par de nombreux naxalites du Bengale occidental. Cette double crise, politique et militaire, porte un coup sévère au mouvement maoïste armé en Inde. Celui-ci connaît une éclipse prolongée jusqu'à la fin des années 1970, qui voit les naxalites réapparaître dans les plateaux centraux de l'Andhra Pradesh et du Madhya Pradesh, ainsi que dans la province du Bihar, frontalière du Népal, où les naxalites font aussi des émules au cours de la même période.

Malgré les bouleversements géopolitiques qui accompagnent la fin de la Guerre froide et la confirmation du virage capitaliste du régime communiste chinois, les maoïstes indiens et népalais voient leur base sociale et leur terrain d'opération s'étendre au cours des années 1990. En 1996, les maobadis népalais déclenchent la «guerre du peuple», qui plonge le pays dans la guerre civile, sur fond de crise politique – celle de la monarchie constitutionnelle issue de la «révolution démocratique» de 1990 – et sociale – marquée par la paupérisation des minorités ethniques des contreforts himalayens et de la plaine du Terai.

¹ Chercheur au Centre de Sciences humaines de New Delhi (CSH, Inde) et chercheur associé au Centre d'études de l'Inde et de l'Asie du Sud EHESS-CNRS (CEIAS, France). L'auteur remercie Max-Jean Zins (CNRS-CERI) pour sa relecture attentive d'une première version de ce texte, ainsi que Nicolas Jaoul (CEIAS) pour les précieuses informations qu'il lui a communiquées.

² All India League for Revolutionary Culture (dir.), *Hail, Revolution!*, Vijayawada, 1983, p. 70.

³ Les dirigeants du PCI-M s'efforcèrent de nouer des rapports amicaux avec Moscou et multiplièrent les signes de bonne volonté à l'égard de l'URSS tout au long des années 1960 – ils soutinrent notamment l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie. Les dirigeants soviétiques ne leur pardonnèrent pourtant jamais leur défection du PCI-M et le PCUS refusa d'établir une relation avec le PCI-M. Les Chinois se montrèrent tout aussi circonspects à l'égard du PCI-M, après avoir réalisé qu'il n'était pas maoïste. Sur les évolutions du mouvement communiste indien et de ses relations internationales, cf. Max-Jean ZINS, «Le puzzle identitaire communiste : le cas du Parti communiste indien (PCI) et du Parti communiste indien-marxiste (PCI-M)», in Jean-Luc RACINE (dir.), *La Question identitaire en Asie du Sud*, Editions de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, Paris, 2001, pp. 303-336.

Depuis la fin de la décennie, les maoïstes armés «contrôlent» des régions entières du centre-est de l'Inde et une grande partie du Népal, où le pouvoir central ne tient plus que les chefs-lieux de district. Dans ces «zones rouges», les rebelles maoïstes administrent un Etat parallèle rendant la justice, prélevant l'impôt, redistribuant les terres, garantissant le respect d'un ordre moral strict et, surtout, conduisant la guerre en reproduisant la stratégie d'encerclement des villes par les campagnes prônée par Mao. Dans certains Etats, en particulier au Bihar, la dimension idéologique du mouvement naxalite s'est cependant atténuée depuis les années 1980, la lutte des classes s'étant trouvée supplantée par une guerre des castes⁴.

L'influence de l'idéologie et des modes opératoires naxalites sur les maobadis népalais est indéniable et les contacts entre ces deux mouvances révolutionnaires sont avérés. Depuis quelques années, les maoïstes indiens et népalais semblent déterminés à établir un «corridor rouge» reliant les fiefs maobadis aux zones contrôlées par les naxalites, à l'intérieur duquel les insurgés maoïstes des deux pays pourraient se mouvoir en toute sécurité. Cette menace, régulièrement mise en avant par les autorités indiennes, doit cependant être relativisée, le «contrôle» de ces acteurs irréguliers sur leur zone d'influence demeurant précaire et la présence de l'Etat n'y ayant pas encore été complètement éradiquée. La relation entre ce résidu d'Etat officiel et l'embryon d'Etat parallèle mis sur pied par les maoïstes n'est d'ailleurs pas toujours placée sous le signe de la concurrence, les agents de l'Etat officiel trouvant parfois avantage à sous-traiter certaines activités de développement aux maoïstes. La création d'une «inter-régionale maoïste» se heurte de surcroît à l'ancrage local de ces mouvements, qui partagent la même phraséologie révolutionnaire, mais répondent aux attentes de bases sociales distinctes et s'inscrivent dans des trajectoires historiques divergentes : celle d'une démocratie politique en quête de la démocratie sociale, dans le cas indien⁵, et celle d'une monarchie absolue dont la transition vers la démocratie s'est trouvée interrompue par la restauration autoritaire du roi Gyanendra, qui a accédé au trône après le massacre d'une grande partie de la famille royale en 2001.

LA DERIVE INSURRECTIONNELLE D'UNE CRISE POLITIQUE NATIONALE SUR FOND DE CRISES SOCIALES LOCALISEES : GENESE ET ENLISEMENT DE LA «GUERRE POPULAIRE» NEPALAISE

Le petit royaume himalayen du Népal traverse depuis 1996 une crise politique sans précédent. Il fait face à une insurrection maoïste qui, au fil des années, s'est étendue à l'ensemble du territoire, à partir de ses bastions de l'ouest. Si ce mouvement insurrectionnel répond à la faillite ou à l'absence de l'Etat dans les districts reculés du pays, il se nourrit également de la crise des institutions issues du mouvement démocratique de 1990, qui aboutit à l'instauration d'une monarchie constitutionnelle. Rompant avec les réformes engagées par son frère, assassiné par le prince héritier en juin 2001, le roi Gyanendra a, pour accaparer le pouvoir, recouru à une série de mesures d'exception qui ont remis en cause les acquis de la révolution de 1990. Parallèlement, le nouveau souverain a fait appel à l'armée pour mater la rébellion maoïste, bénéficiant de l'aide militaire américaine, indienne et plus récemment chinoise dans cette tâche. Cette réponse militaire à un conflit social et politique n'a fait que radicaliser l'opposition maoïste, en même temps qu'elle élargissait son audience, l'armée s'étant rendue coupable de nombreuses exactions contre les populations civiles.

La crise des institutions issues du mouvement démocratique de 1990

Le mouvement démocratique de 1990 a abouti à l'instauration d'une monarchie constitutionnelle au Népal et a suscité de fortes attentes dans la population népalaise ainsi qu'une nouvelle mobilisation des partis politiques. Cependant, ces espoirs ont été rapidement déçus par la généralisation de la corruption et du népotisme au sein des partis dominants. L'échec des maoïstes aux élections de 1991 a parallèlement précipité leur dérive insurrectionnelle, qui s'est initiée en 1996, mais n'a pris toute son ampleur qu'après 2001, suite à l'arrivée sur le trône du roi Gyanendra et à l'intervention de l'armée.

⁴ Au Bihar, la plupart des militants du Maoist Communist Centre (MCC), fondé en 1975, sont issus de la caste inférieure des Yadavs, alors que les propriétaires terriens sont issus des castes supérieures (Bhumiyaars). Dans la seconde moitié des années 1980, le MCC s'est rendu tristement célèbre en massacrant des villageois bhumiyaars, provoquant en retour des représailles de la part des milices des propriétaires terriens, qui se sont rendues coupables de terribles exactions contre les villageois intouchables et de basse caste au cours des dernières décennies.

⁵ Sur cette quête de la démocratie sociale en Inde, cf. Christophe JAFFRELOT, *La Démocratie par la caste. Histoire d'une mutation socio-politique, 1885-2005*, Fayard, Paris, 2005.

Depuis son arrivée au pouvoir en juin 2001, dans des circonstances tragiques⁶, le roi Gyanendra n'a eu de cesse d'affaiblir les partis politiques et de museler l'opposition. Cette dérive monarchique est venue remettre en cause les acquis du mouvement démocratique de 1990. Encore faible et instable⁷, la jeune démocratie népalaise a gravement souffert de la reprise en main du palais royal. Après avoir décrété l'état d'urgence le 26 novembre 2001, le roi Gyanendra a dissous le parlement le 22 mai 2002, puis limogé le Premier ministre Sher Bahadur Deuba pour «incompétence» le 4 octobre 2002. Renouant avec le système du Panchayat⁸, le Roi a depuis cherché à court-circuiter les partis démocratiques pour recentraliser le pouvoir autour de sa personne, en s'appuyant sur l'armée et sur les royalistes du Rashtriya Prajatantra Party (RPP).

En 2004, le roi a cédé du terrain dans le conflit qui l'oppose aux partis politiques, en rappelant aux affaires l'ancien Premier ministre Sher Bahadur Deuba. Cette timide ouverture de la part du palais royal s'est trouvée remise en cause par le «coup» du 1er février, qui a vu le Roi s'arroger les pleins pouvoirs. Cette dérive autoritaire a suscité un tollé dans la «communauté internationale», mais a aussi et surtout conduit à un rapprochement entre les maoïstes et les partis démocratiques. Celui-ci a été rendu possible par la reprise en main du palais royal, mais aussi par le cessez-le-feu unilatéral de 3 mois décrété par le PCN (M) en septembre 2005, prolongé d'un mois. Dans ce contexte doublement favorable, la coalition des sept partis démocratiques népalais s'est engagée dans des négociations avec les maoïstes, qui ont abouti, le 22 novembre 2005, à la signature d'un accord en 12 points. Cet accord préconise le renversement de la monarchie et la formation d'une assemblée constituante chargée de réformer les institutions politiques du royaume. L'accord prévoit également une mise sous tutelle, par l'ONU, de la guérilla maoïste et de l'armée royale. Le rapprochement engagé entre les partis et les maoïstes reste cependant fragile, les partis démocratiques refusant de cautionner l'usage de la violence pour abattre le régime.

L'abolition de la monarchie, si elle se réalisait, permettrait sans doute au parti de renoncer à la lutte armée sans pour autant perdre la face. Toutefois, rien ne permet d'affirmer que le parti serait immunisé contre les maux qui ont discrédité les partis communistes légaux – corruption, inaction, népotisme... – et que ses errements prévisibles n'amèneront pas une nouvelle génération de révolutionnaires à prendre les armes. En tout état de cause, le renversement de la monarchie n'est pas encore à l'ordre du jour. Les négociations entre les maoïstes et les partis légaux du Népal ont sans aucun doute progressé au cours des derniers mois de l'année 2005, qui ont vu l'ensemble de ces partis se rallier au projet d'assemblée constituante du PCN (M). Néanmoins, les partis légaux ne peuvent entièrement se départir de leur méfiance à l'égard des maoïstes, qui se sont rendus coupables d'exactions répétées contre leurs élus. De son côté, le palais royal se montre déterminé à répondre par la force à l'insurrection maoïste. L'armée a mis à profit cette suspension momentanée des opérations militaires des maoïstes pour reprendre du terrain face à eux, notamment en multipliant les arrestations et les exécutions extrajudiciaires. Il est donc à craindre que le conflit reprenne rapidement, aucune solution politique ne se profilant à l'horizon, alors que l'incapacité de chaque camp à parvenir à une victoire militaire n'a jamais été aussi patente.

Croissance économique nationale versus crises sociales localisées

La crise des institutions qui a accompagné et renforcé la rébellion maoïste s'est déroulée dans un contexte de crise économique et sociale, en particulier dans les zones rurales du pays. Le Népal est l'un des Etats les plus démunis de la planète. Il se place au 142e rang mondial en termes de développement humain et, en Asie, seuls l'Afghanistan, le Bangladesh et le Laos connaissent un sort moins enviable encore. Cette pauvreté structurelle s'est aggravée au cours des deux dernières décennies, suite à la mise en place de plans d'ajustement structurel qui ont stimulé la croissance du PIB, mais dont les effets positifs ont été largement compensés par une inflation de 10% sur la période 1980-1987. La hausse des prix des produits alimentaires et des biens de consommation courants fut particulièrement douloureuse pour les populations les plus démunies : les Dalits, les Madhesi – habitants de la plaine du Terai, frontalière de l'Inde – et les Janjati – les minorités ethniques concentrées dans les contreforts himalayens, représentant 35% de la population népalaise –, qui constitueront la base sociale de la guérilla maoïste au cours de la décennie suivante.

Celle-ci ne pouvait rêver d'un terreau socio-économique plus favorable, le Népal étant encore au début des années 1990 le pays le plus dépendant de l'agriculture au monde, avec 93% de sa population active

⁶ Gyanendra est arrivé au pouvoir suite au massacre de dix membres de la famille royale par le prince héritier, au cours d'une querelle familiale. Après avoir abattu son père, sa mère, son frère et plusieurs autres personnes présentes, le prince Dipendra retourna l'arme contre lui et mourut quelques jours plus tard.

⁷ Pas moins d'une douzaine de gouvernements se sont succédé entre 1990 et 2004.

⁸ Ce régime sans partis fut instauré en décembre 1960, suite au virage autoritaire impulsé par le roi Mahendra.

employée dans le secteur primaire, contribuant à 57% du PIB⁹. 42% de la population vivaient encore au-dessous du seuil de pauvreté et la croissance limitée des années 1980 avait essentiellement profité aux populations de haute caste – les Bahun-Chetris¹⁰ – des centres urbains, autour desquels s’était constituée une petite industrie. Cette croissance sans développement a encore renforcé les écarts de niveau de vie entre les villes, où se concentrent le pouvoir et la richesse, et les campagnes démunies, isolées et régulièrement confrontées à des situations de disette. Ces écarts sont tels que l’espérance de vie est parfois deux fois inférieure en milieu rural par rapport à celle de Katmandou. A cette pauvreté structurelle de la petite paysannerie s’ajoute – tout au moins dans le Terai¹¹ – la perpétuation de pratiques de servage analogues à celles que connaissait l’Inde du centre-est dans les années 1960, reposant sur l’endettement des paysans, dont hérite généralement leur descendance. Les plus isolées de ces régions rurales manquent enfin des infra-structures les plus élémentaires : le district de Rukum, fief du PCN (M), ne comptait-il aucune route au moment du déclenchement de l’insurrection. Cet isolement, qui contraint les populations locales à marcher régulièrement sur de longues distances, devint cependant un atout pour la guérilla, qui a pu se sanctuariser dans cette région difficile d’accès, où les mouvements de troupes terrestres sont rendus difficiles par l’absence d’axes routiers.

Encore ne faut-il pas surévaluer le rôle de ces facteurs géopolitiques : plutôt que l’isolement de ces populations montagnardes, ce sont les contacts sans précédent de leur jeunesse avec le monde extérieur qui ont poussé une partie de ces jeunes éduqués à rejoindre les maoïstes, en quête de dignité et de modernité¹².

La rébellion maoïste, réponse à la crise politique nationale et aux aspirations des minorités

Le parti communiste du Népal (maoïste) ou PCN (M) a été fondé en 1995, après une énième scission du parti communiste népalais, qui a vu le jour à Calcutta en 1949 et s’est depuis scindé en une vingtaine de factions rivales¹³. Le PCN (M), dirigé par deux brahmanes, Pushpa Kamal Dahal – alias le camarade Prachanda, «le brave» – et Baburam Bhattarai¹⁴, est entré en rébellion contre Katmandou le 13 février 1996. Une première agitation maoïste, le mouvement de Jhapa, avait eu lieu au début des années 1970 dans l’est du Népal, mais était restée de faible ampleur. Le mouvement maoïste actuel peut en revanche compter sur un noyau dur de 5 000 à 8 000 combattants, secondés par au moins 20 000 miliciens moins bien équipés, venant ponctuellement renforcer les combattants «réguliers»¹⁵.

En l’absence de soutiens étatiques extérieurs, les maoïstes ont acquis leurs premières armes en s’attaquant à des postes de police isolés. Selon la légende, le PCN (M) ne détenait que deux fusils – dont l’un était hors d’usage – au déclenchement de la «guerre du peuple». Au fil des ans, les rebelles ont cependant pu moderniser leur armement, le PCN (M) étant devenu le parti politique le plus prospère du Népal. Ses fonds proviendraient principalement de l’extorsion et d’attaques à main armée, de la taxation des trekkers étrangers et de contributions des migrants népalais établis en Inde¹⁶ et désormais en Europe – Royaume-Uni, Allemagne, Belgique – et aux Etats-Unis¹⁷. La coordination des activités du PCN (M) à l’étranger est assurée par son Département international, dirigé par C. P. Gajurel jusqu’à son arrestation en Inde en 2003 et depuis lors placé sous la férule de Baburam Bhattarai. Ces activités publicitaires du PCN (M) s’appuient également sur Internet, notamment depuis l’interdiction du journal du parti, Janadesh, à la fin de 2001. En quelques années, Internet est devenu le principal outil de communication du PCN (M), qui est ainsi la plus «branchée» des guérillas communistes subsistant dans le monde¹⁸.

Le PCN (M) n’a jamais été soutenu par la Chine, qui accuse les maoïstes népalais de «salir la mémoire du Grand Timonier», et ses principales sources d’influence sont les naxalites indiens et le Sentier lumineux

⁹ Deepak THAPA, *A Kingdom under Siege. Nepal's Maoist Insurgency, 1996 to 2004*, Zed Books, Londres / New York, 2004 (1^{re} éd., 2003), p. 56.

¹⁰ Alors que ces Hindous de haute caste constituent 29% de la population népalaise, 81% des étudiants reçus au concours national d’administration en 1992-93 appartenaient à ces castes dominantes. En 2001, ce chiffre était de 98%. Les Bahun-Chetris ont également vu leur représentation politique s’accroître au cours des dernières décennies : alors qu’ils ne constituaient que la moitié des représentants dans le cadre du système du *Panchayat*, 55% des députés élus en 1991 étaient issus de ces castes dominantes et ce chiffre passa à 63% en 1994 et s’est maintenu à ce niveau en 1999. Cf. Deepak THAPA, *op. cit.*, p. 77.

¹¹ Dans les collines, les grands propriétaires sont plus rares et les minorités ethniques disposent souvent de petits lopins de terre.

¹² Anne DE SALES, «Entre revendications ethniques et maoïsme : le pays kham-magar (Népal)», in Jean-Luc RACINE (dir.), *op. cit.*, pp. 271-301.

¹³ Deepak THAPA, *op. cit.*, p. 44, fig. 1.

¹⁴ Âgés d’une cinquantaine d’années, les deux hommes se sont politisés dans les mouvements étudiants des années 1980. Pushpa Kamal Dahal est l’homme de terrain du parti, son lien avec les «masses», de par ses origines modestes. Bhattarai est quant à lui l’idéologue du parti, issu d’un milieu urbain et formé à l’Université de Jawaharlal Nehru University (JNU) de Delhi, où il a obtenu un doctorat en architecture en 1986.

¹⁵ International Crisis Group (ICG), «Nepal’s maoists : their aims, structure and strategy», *Asia Report*, n° 104, 27 oct. 2005, p. 8.

¹⁶ Ces fonds sont notamment collectés par la All India Nepal Society, qui revendique 150 000 membres dans la «diaspora» népalaise en Inde.

¹⁷ ICG, *op. cit.*, pp. 8 et 17.

¹⁸ Le site Internet du PCN (M) reste cependant rudimentaire (www.PCNm.org/).

péruvien¹⁹. Il est affilié au Mouvement révolutionnaire international (MRI), qui, fondé à Londres en 1984, coordonne l'action d'une quinzaine de mouvements d'obédience maoïste à travers le monde, du Pérou au Bangladesh, et édite la revue phare du mouvement maoïste international, *A World to Win*, qui ouvre régulièrement ses colonnes aux insurgés népalais²⁰. Parmi les dirigeants du PCN (M), c'est Baburam Bhattarai qui assure le lien avec le MRI, avec lequel il est contact depuis le début des années 1990²¹. Par affinité idéologique, le PCN (M) entretient également des contacts étroits avec divers groupes insurgés du sous-continent indien, en particulier avec le Parti communiste indien – maoïste –, formé par la fusion du *People's War Group* (PWG) d'Andhra Pradesh et du Maoist Communist Centre (MCC) du Bihar en 2004.

Le principal objectif du PCN (M) est l'abolition de la monarchie au profit d'une «vraie démocratie», où le féodalisme ne trouverait plus sa place. Tout en restant inspirés par la révolution culturelle chinoise, les dirigeants du mouvement maoïste népalais se déclarent hostiles au totalitarisme et à un changement brutal. Ils disent préférer l'achèvement de la «révolution démocratique bourgeoise de 1990» et l'instauration d'une véritable démocratie multipartite²². Les maobadis réclament également le départ des multinationales – ils se sont d'ailleurs attaqués à une usine de Pepsi à Katmandou – et, dans une veine plus nationaliste, militent pour la révision du Traité de paix et de coopération signé en 1950 avec l'Inde, la fin du recrutement des Gurkhas dans les armées britannique et indienne et celle de la «pollution culturelle» en provenance de l'Inde. Ce mélange de nationalisme et de rhétorique révolutionnaire n'a rien d'inédit dans le paysage politique népalais, le PCN ayant cherché à se différencier du Parti du Congrès par ses positions anti-indiennes dès les années 1950²³.

La guérilla recrute avant tout dans la jeunesse rurale éduquée mais privée de perspectives d'emploi et, par là même, de reconnaissance sociale – chaque année, ce sont près de 100 000 jeunes ruraux qui échouent aux examens de sortie du lycée et se retrouvent dans l'incapacité de trouver un emploi ou de poursuivre leurs études et, au total, ce sont 500 000 jeunes qui arrivent chaque année sur le marché de l'emploi. Les avantages matériels procurés par la participation au mouvement insurgé restent cependant limités, les combattants ne recevant pas de salaire, mais un défraiement de 2 dollars par mois, supposé couvrir l'achat de produits d'hygiène – savon, dentifrice...²⁴. La guérilla a également profité d'un recrutement ethnique. Les bastions historiques de la guérilla, situés dans les districts de Rolpa et de Rukum²⁵, abritent une importante population tribale kham-magar, qui a vu dans le mouvement maoïste la promesse de lendemains meilleurs et y a aussi trouvé un outil de consolidation de son identité collective²⁶, même si ces minorités ne sont guère représentées dans les instances dirigeantes du parti²⁷.

A l'instar de groupes naxalites indiens tels que le PWG, le PCN (M) a largement ouvert ses rangs aux femmes. Ces dernières représenteraient entre 30 et 40% des effectifs de la guérilla²⁸ et, si elles participent surtout aux activités de soutien logistique et de propagande, elles sont régulièrement associées aux combats, parfois dans des brigades exclusivement féminines – qui rappellent les Mahila Brigades du PWG. Certaines d'entre elles ont même accédé à des postes de commandement dans l'Armée populaire de libération (APL) népalaise. Selon la plus célèbre de ces maoïstes népalaises, Hisila Yasmi («Parvati»), épouse de Baburam Bhattarai, les femmes constitueraient un tiers des effectifs de l'APL et occuperaient des positions aussi élevées que celles de vice-commandant et de commissaire de bataillon²⁹. Les maoïstes népalais, comme leurs camarades naxalites, ont su séduire cette audience féminine d'origine rurale en militant pour l'abolition des mariages forcés et de la prostitution, ainsi que pour la légalisation de l'avortement, le remariage des veuves et la réforme du droit de succession local. Certaines femmes victimes de violences domestiques de la part d'époux, de pères ou de frères alcooliques ont également été attirées

¹⁹ Les maoïstes népalais accusent les autorités chinoises de «révisionnisme» depuis le renversement de la Bande des Quatre en 1976.

²⁰ On pourra consulter le site de la revue sur le site Internet www.awtw.org/.

²¹ Deepak THAPA, *op. cit.*, p. 29, Box 2.

²² Déclaration de Prachanda à la presse, 10 mai 2005, cité par International Crisis Group, «Nepal's maoists», *op. cit.*, p. 2.

²³ Deepak THAPA, *op. cit.*, p. 21.

²⁴ ICG, *op. cit.*, p. 17.

²⁵ Rolpa et Rukum sont des districts isolés et forestiers, offrant un milieu naturel propice à la guérilla.

²⁶ Anne DE SALES, *op. cit.*; Marie LECOMTE-TILOUINE, «Ethnic demands within maoism : questions of Magar territorial autonomy, nationality and class», in Michael HUTT (dir.), *Himalayan «People's War»*, *op. cit.*, pp. 112-135.

²⁷ La plus haute instance du PCN (M), le *standing committee*, ne compte actuellement que deux membres (sur sept) issus des minorités ethniques, Ram Bahadur Thapa et Dev Gurung. D'autres instances sont cependant plus ouvertes aux minorités, en particulier le comité central du parti et le Front uni, qu'il a créé en septembre 2001 pour rallier l'ensemble des forces «progressistes» népalaises. En 2005, 20 des 37 membres de l'URPC étaient des Dalits ou des représentants des minorités ethniques. Cf. ICG, *op. cit.*, p. 15.

²⁸ Mandira SHARMA / Dinesh PRASAIN, «Gender dimensions of the People's War : some reflections on the experiences of rural women», in Michael HUTT (dir.), *op. cit.*, p. 152.

²⁹ PARVATI, «Women's participation in People's Army», *The Worker*, n° 9, fév. 2004, disponible sur le site Internet PCNm.org/new/English/worker/9issue/article_parvati.htm.

par la campagne prohibitionniste conduite par la branche étudiante du PCN (M), la All Nepal Women's Association (Revolutionary)³⁰. Les femmes sont pourtant mal représentées au sein des instances dirigeantes du parti, aucune d'entre elles ne siégeant à son standing committee alors que seule une poignée d'entre elles sont membres du politburo et du comité central. Sur ces six cadres féminines, deux font actuellement l'objet de sanctions disciplinaires, Hisila Yasmi – membre du politburo – et Rekha Sharma – membre du comité central.

Le conflit opposant le gouvernement népalais et les maoïstes a débuté le 13 février 1996 par l'attaque de trois postes de police et d'une agence bancaire. Depuis, cet affrontement a fait plus de 10 000 victimes et a connu quatre phases. De 1996 à 1997, les attaques de la guérilla demeurèrent peu meurtrières. Les insurgés s'en prirent essentiellement aux «ennemis du peuple» et à des postes de police isolés afin d'accroître leur stock d'armes. A travers des activités de propagande, ils cherchèrent parallèlement à s'enraciner dans les districts les plus isolés du pays. De 1998 à 2000, la guérilla s'est attaquée aux représentants du pouvoir «féodal» et aux représentants du pouvoir central ainsi qu'aux élus des partis politiques légaux, notamment du Congrès. Elle a en outre instauré un véritable Etat parallèle à partir de ses «bases d'appui», prélevant l'impôt, redistribuant les terres et administrant la justice. Après la rupture de la trêve qui s'étendit d'août à novembre 2001, la guérilla a pris de l'assurance et s'est attaquée à l'armée. En novembre 2001, cette dernière est venue épauler la police dans la répression du mouvement insurgé. Après une nouvelle trêve, de janvier à août 2003, la guérilla a repris les armes et le conflit a atteint une intensité meurtrière sans précédent, faisant une quinzaine de morts par jour. Le conflit a franchi un nouveau palier en 2004, avec des offensives maoïstes spectaculaires contre les chefs-lieux des districts de Bhojpur, à l'est, et de Beni, à l'ouest.

Malgré une assistance militaire américaine³¹, britannique, belge, indienne et plus récemment chinoise, qui a permis à l'Armée royale népalaise (NRA) de se moderniser, celle-ci ne semble pas en mesure de l'emporter militairement sur les maoïstes. Cependant, ces derniers ne semblent pas non plus en mesure de renverser le régime, même s'ils «contrôlent» désormais près de 70% du territoire, l'autorité du pouvoir central ne s'exerçant plus que sur la capitale et sa vallée, ainsi que sur les chefs-lieux de district. Il n'y a donc pas d'issue militaire au conflit et celui-ci ne pourra se dénouer qu'à travers une solution négociée. L'évolution des relations entre les partis démocratiques et les maoïstes sera à cet égard décisive. Les partis politiques légaux, frustrés par la dérive autoritaire du palais royal, se sont récemment rapprochés des maoïstes pour demander l'abolition de la monarchie. Toutefois, rien ne permet de présager des capacités du PCN (M) à s'intégrer au jeu démocratique, qui se ferait au prix d'un renoncement à son «Etat parallèle».

L'environnement régional de la crise népalaise

L'attitude de l'Inde, plus encore que celle des Etats-Unis, sera déterminante dans l'évolution de la crise népalaise. Craignant que le succès de la rébellion maoïste népalaise ne renforce les mouvements naxalites opérant sur son territoire, mais aussi les groupes insurgés d'Assam³², l'Inde se montre plus ferme depuis quelques années, notamment en luttant contre l'implantation de bases arrière sur son sol. Longtemps, le territoire indien a en effet tenu lieu de sanctuaire aux maoïstes népalais, les cadres du parti pouvant s'y abriter en toute sécurité³³. Cette situation s'est trouvée remise en cause depuis 2003, avec l'arrestation de plusieurs cadres du PCN (M), arrestations auxquelles les maoïstes népalais ont répondu en s'en prenant aux intérêts indiens dans le royaume. Le rapprochement entre Katmandou et New Delhi s'est poursuivi avec le retour au pouvoir du Congrès en Inde, au printemps 2004. Le nouveau ministre des Affaires étrangères indien, Natwar Singh, a effectué sa première visite officielle à Katmandou, pour réaffirmer son soutien aux autorités népalaises et la nature privilégiée de la relation entre l'Inde et le Népal.

L'instauration de l'état d'urgence, en février 2005, est cependant venue perturber ce rapprochement. La reprise en main du palais royal a conduit les dirigeants indiens à geler les livraisons d'armes vers le Népal. Si Manmohan Singh assura le roi Gyanendra que l'Inde livrerait bien les équipements déjà commandés par Katmandou, au cours d'une rencontre à Kuala Lumpur en avril 2005, la publicité que Gyanendra donna à

³⁰ Pour des témoignages de combattantes maoïstes attirées par cette campagne prohibitionniste et plus généralement par l'agenda «féministe» du PCN (M), cf. Li ONESTO, *Dispatches from the People's War in Nepal*, Pluto Press / Insight Press, Londres / Ann Arbor / Chicago, 2005, chap. 1 et 2.

³¹ En 2003, les Etats-Unis ont désigné le PCN (M) comme un groupe «soutenant le terrorisme». Redoutant l'apparition d'un «Etat failli» au Népal, qui pourrait profiter aux groupes terroristes internationaux en quête de sanctuaire, Washington a apporté une importante aide financière et militaire à Katmandou pour venir à bout du mouvement insurgé. En 2003-2004, les Etats-Unis ont ainsi débloqué 60 millions de dollars d'aides de toutes sortes pour le Népal, dont 20 millions de dollars en aide militaire. Cette aide militaire a cependant été suspendue par le président Bush en novembre 2005, devant le refus du Roi de rétablir la démocratie dans le pays.

³² Ces derniers, en particulier le United Liberation Front of Assam (ULFA), bénéficieraient du soutien des maoïstes népalais, qui auraient mis à leur disposition des camps d'entraînement au Népal.

³³ Prachanda lui-même recevait fréquemment des représentants de la gauche népalaise dans sa maison de Siliguri, au Bengale occidental.

cet échange suscita une levée de boucliers de la part de la gauche indienne. Elle conduisit le Premier ministre indien à faire marche arrière et à s'aligner sur la position américaine, Washington ayant décidé, en novembre 2005, de suspendre son aide militaire au Népal tant que le Roi ne se serait pas résolu à rétablir la démocratie.

L'autre grand voisin du Népal, la Chine, a toujours eu une position très claire à l'égard de la crise népalaise. Pékin n'a jamais soutenu les insurgés népalais et les autorités chinoises ont apporté un soutien inconditionnel à Katmandou, avec laquelle elle a par ailleurs résolu son différend sur la question des réfugiés tibétains, qui ont longtemps transité par le Népal avant de rejoindre l'Inde. Depuis 1990, les réfugiés tibétains ne sont plus autorisés à entrer au Népal et toute manifestation en faveur du Tibet libre y est interdite. Au cours des derniers mois de l'année 2005, le roi du Népal s'est rapproché de la Chine, dont il a soutenu la candidature au statut d'observateur auprès de l'Association de coopération régionale sud-asiatique (SAARC), au cours du dernier sommet de l'organisation, qui s'est tenu à Dhaka au mois de novembre. Le rapprochement entre le palais royal et la Chine s'est trouvé confirmé quelques semaines plus tard par une importante livraison d'armes chinoises à l'armée népalaise, financée par un prêt sans condition de Pékin.

DES FOYERS DE CRISE INTERCONNECTES? MYTHE ET REALITE DU «CORRIDOR ROUGE» INDO-NEPALAIS

Il existe des liens avérés entre les troubles du Népal et du centre-est de l'Inde. Au cours des années 1970, les naxalites du Bengale occidental et du Bihar ont parfois trouvé refuge dans l'est du Népal. Le mouvement communiste népalais a quant à lui vu le jour à Calcutta – l'un de ses fondateurs, Man Mohan Adhikari, était membre du PCI – et sa composante maoïste a toujours entretenu des liens étroits avec le mouvement naxalite. Le soulèvement de Jhapa³⁴, au début des années 1970, bénéficia ainsi de l'appui des naxalites, lesquels «prêtèrent» deux spécialistes de l'action révolutionnaire aux insurgés népalais³⁵. Deux décennies plus tard, les naxalites ont de nouveau apporté un soutien aux insurgés népalais, en formant les premiers bataillons de l'APL. Le PCN (M) s'est notamment lié au PWG, avec lequel il a signé un «partenariat stratégique» dès 1995³⁶.

Au-delà de ces contacts ponctuels, les autorités indiennes s'inquiètent depuis quelques années de la création d'un «corridor rouge» entre les bastions naxalites du centre-est de l'Inde et les fiefs des maobadis. Les intentions des insurgés indiens et népalais en ce sens ne font aucun doute, comme le suggère le communiqué conjoint du PWG et du PCN (M) du 8 juillet 2000, qui appelait «les peuples du Népal et de l'Inde à s'opposer ensemble aux politiques fascistes et génocidaires des classes dirigeantes indiennes et de leurs laquais népalais»³⁷. Tout en consolidant leurs positions au Bihar, les maoïstes indiens s'efforcent actuellement d'étendre leur zone d'influence, qui couvre déjà 165 districts répartis à travers 14 Etats³⁸. Les maoïstes se concentrent notamment sur les districts occidentaux de l'Orissa, afin de donner corps à leur projet de «corridor rouge». Cependant, celui-ci se heurte à la résistance des Etats touchés par l'insurrection naxalite, qui s'efforcent aujourd'hui de coaliser leurs forces pour répondre à la menace maoïste.

La création d'une véritable «inter-régionale» maoïste, dont les bases ont été posées en juin 2001 par la création du Coordination Committee of Maoist Parties & Organisations of South Asia (CCOMPOSA³⁹), se heurte de surcroît aux divergences idéologiques croissantes des naxalites et des maobadis, qui résultent de contextes politiques distincts. Alors que les naxalites du PCI (Maoist) restent viscéralement hostiles à la démocratie parlementaire, leurs camarades népalais ont une approche plus mesurée et se déclarent hostiles à l'instauration brutale de la dictature du prolétariat. Relisant à l'aune du contexte népalais les critiques

³⁴ Jhapa est située face à Naxalbari, sur la rive opposée de la rivière Mechi. Le soulèvement débuta en mai 1971 par une campagne d'élimination des «ennemis de classe» de la paysannerie locale. Huit d'entre eux furent assassinés, avant que le mouvement ne soit écrasé dans le sang – sept de ses *leaders* furent condamnés à mort et exécutés. A l'instar des événements de Naxalbari, le soulèvement de Jhapa fut un échec militaire, mais il donna naissance à un nouveau parti politique, qui devint rapidement le plus puissant parti communiste que le Népal ait connu, le Parti communiste du Népal (Unifié-marxiste-léniniste) ou PCN (UML).

³⁵ Deepak THAPA, *op. cit.*, p. 26, Box 1.

³⁶ Prakash SINGH, *Histoire du Naxalisme. Jacques et guérillas de l'Inde (1967-2003)*, Les nuits rouges, Paris, 2004 (1^{re} éd., 1995), p. 201.

³⁷ Cité par *ibid.*, p. 189.

³⁸ Nihar NAYAK, «An ominous warning», *Outlook* (New Delhi), 21 nov. 2005.

³⁹ Le CCOMPOSA rassemble 13 groupes armés maoïstes de l'Inde, du Népal, du Bangladesh, du Bhoutan et du Sri-Lanka. La liste complète de ses membres est consultable sur le site Internet PCNm.org/new/ccomposa/ccomposa_index.htm.

formulées par Engels à l'encontre des anarchistes espagnols, Baburam Bhattarai plaide ainsi dans son dernier ouvrage pour l'instauration d'une démocratie bourgeoise sous contrôle du prolétariat⁴⁰.

Dans la mesure où c'est précisément cette stratégie volontariste voire aventuriste qu'ont suivie les naxalites, esquivant le passage par une phase de transition vouée au développement économique et politique du pays, on mesure le chemin parcouru par les maobadis pour répondre aux conditions particulières qui se présentent aujourd'hui à eux. Les leaders du PCN (M) sont à ce jour plus proches idéologiquement de la mouvance communiste indienne légale, avec laquelle ils auraient d'ailleurs des contacts, que des insurgés naxalites⁴¹. Toute la difficulté, pour les leaders du PCN (M), sera de rallier leur base, qui n'a pas été préparée à un tel compromis avec les institutions de la démocratie parlementaire. Le renoncement des maoïstes népalais à la lutte armée aurait sans aucun doute un impact en Inde, où il conduirait inévitablement les partis communistes légaux à mettre en exergue le choix des maobadis pour convaincre les naxalites du caractère désormais anachronique de la révolution armée.

* *
*

Le maoïsme révolutionnaire sud-asiatique prend son origine dans les scissions et les réalignements qui se sont opérés au sein du mouvement communiste indien au cours des années 1960, en réaction à la révolution culturelle chinoise. Ce mouvement a survécu au virage capitaliste de la Chine, à la fin de la Guerre froide, et à l'éradication de la plupart des guérillas maoïstes de la planète – en particulier du Sentier lumineux péruvien – au cours des dernières décennies.

Pour autant, les naxalites indiens et leurs émules népalais ne sont pas frappés d'anachronisme. Si leur phraséologie révolutionnaire peut sembler datée, les militants maoïstes répondent aux attentes de groupes sociaux fragilisés par des crises sociopolitiques qui restent, plus que jamais, d'actualité. Dans les provinces du centre-est de l'Inde, les naxalites répondent à la demande de protection sociale – et parfois de protection tout court, dans le cas des intouchables et des basses castes du Bihar menacés par les armées privées des propriétaires terriens – des laissés pour compte de la «révolution verte» des années 1960 et de la «révolution du silicium» des années 1990-2000. Cette popularité persistante des naxalites, dans leurs bastions du centre-est vient rappeler le besoin de contreparties sociales à la démocratie politique indienne. Au Népal, les maobadis, qui ont déclenché leur «guerre du peuple» en 1996, répondent quant à eux aux inégalités structurelles du pays – entre villes et campagnes, hautes et basses castes, tribaux et non-tribaux, hindous et bouddhistes-lamaïstes, hommes et femmes... – et à la crise conjoncturelle ouverte par la restauration autoritaire du roi Gyanendra depuis son arrivée sur le trône en 2001.

Dans ces deux pays secoués par un nouvel accès de «fièvre rouge», le remède ne pourra venir que d'une intégration des forces insurrectionnelles dans le jeu politique et, surtout, de réformes sociales ambitieuses, seules à même de redonner confiance aux plus démunis dans les formes légales de représentation politique.

⁴⁰ Baburam BHATTARAI, *Monarchy vs. Democracy. The Epic Fight in Nepal*, Samkaleen Teesari Duniya, New Delhi, 2005, p. 11.

⁴¹ ICG, «Nepal's maoists», *op. cit.*, p. 29.